

© Le Temps; 22.05.2013



Suisse &amp; Régions

## Quand l'alcool brutalise le foyer

**Selon une étude de l'OFSP, un cas de violence sur deux est lié à la consommation d'alcool. Les professionnels soulignent la nécessité de développer des mesures interdisciplinaires**

**Pierre-Emmanuel Buss Berne**

Consommation d'alcool et violences domestiques vont souvent de pair. C'est la conclusion d'une étude menée par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) en analysant plus de 1600 témoignages récoltés dans des centres spécialisés de toute la Suisse. Cette radiographie inédite détaille le constat fait par les policiers et spécialistes de la prévention sur le terrain: un cas de violence sur deux (48%) est lié «à une consommation problématique» d'alcool d'un ou des deux partenaires. Dans neuf cas sur dix, c'est l'homme qui consomme.

Dans un quart des cas signalés, les violences se déroulent directement sous l'emprise de l'alcool. Une proportion qui augmente fortement lorsque la consommation est problématique. Comme le souligne Sylvie Durrer, cheffe du Bureau fédéral de l'égalité, «l'alcool est en cause lors des violences, mais il n'en est pas toujours la cause.» Les problèmes de couple peuvent être à l'origine d'une dérive alcoolique qui exacerbe la violence.

Un quart des personnes qui consultent des centres spécialisés vivent dans des conditions modestes, au chômage, à l'aide sociale ou bénéficient d'une rente AI. Les violences touchent également les enfants (70% des cas). Dans 47,9% des cas, elles ont un lien avec une consommation d'alcool problématique.

Face à ce tableau inquiétant, l'OFSP propose plusieurs mesures d'action. Il veut tout d'abord développer le dialogue entre les institutions actives dans la prévention de l'alcoolisme et celles qui s'occupent des violences domestiques. En juin prochain, il organisera une journée de travail sur ce thème, destinée aux cantons. Avec un leitmotiv: privilégier l'interdisciplinarité pour améliorer l'efficacité.

Le canton de Saint-Gall fait figure d'exemple. En 2003, il était le premier à mettre en place une législation spécifique. Depuis 2011, le Département cantonal de la sécurité et de la justice organise des tables rondes de prévention, qui réunissent représentants de la police, de la justice, de l'aide aux victimes ainsi que des spécialistes des dépendances. «Le transfert de connaissances est fondamental pour faire face au problème», souligne Miriam Reber, coordinatrice de la lutte contre les violences à domicile pour le canton.

Les victimes de violences domestiques pourraient bientôt bénéficier d'une hotline téléphonique nationale. Un outil qui permettrait d'améliorer le soutien aux personnes qui ont besoin d'aide, qui ne savent souvent pas à qui s'adresser. La Conférence des directeurs cantonaux de justice et police (CDJP) est entrée en matière. Elle statuera cet automne sur le financement du projet. Berne

**15 000 cas dénoncés en 2011**

Depuis 2009, tous les cantons recensent les violences domestiques. En 2011, 14 881 infractions ont été enregistrées par la police, en baisse de 7,3% par rapport à 2009. Ce chiffre ne constitue que la partie émergée de l'iceberg: de nombreux cas ne sont pas annoncés et n'apparaissent pas dans les statistiques. Les femmes sont victimes dans 80% des cas.

Les infractions de violence grave ont augmenté: le nombre d'homicides est passé de 25 à 27 (+8%) de 2009 à 2011. Cela représente plus de la moitié (55%) de tous les homicides enregistrés en Suisse. Les tentatives d'homicides (+20,4%) et les lésions corporelles graves (+27,3%) ont augmenté de manière plus marquée encore. Les femmes de 25 à 35 ans d'origine étrangère sont les plus exposées. **P.-E. B**